

**CANTON DE NEUCHÂTEL** Le président des Vert'libéraux quitte la politique.

# La sortie de Raphaël Grandjean



Raphaël Grandjean, président et figure de proue des Vert'libéraux du canton de Neuchâtel, s'exprimant devant le Grand Conseil. ARCHIVES DAVID MARCHON

## CONTEXTE

Le président des Vert'libéraux neuchâtelois, Raphaël Grandjean, l'a annoncé hier soir: il quitte tous ses mandats politiques. Une décision guidée par une récente alerte de santé, qui le contraint à se recentrer sur ses priorités: sa famille et ses entreprises.

## LÉO BYSAETH

«Je ne m'étais pas douté à quel point la politique est une maîtresse exigeante!»

Raphaël Grandjean, président, membre fondateur et figure de proue des Vert'libéraux neuchâtelois n'est nullement abattu. Mais son état de santé, ou plutôt une faiblesse organique originale, qui ne l'a jamais empêché de mener sa vie à un train d'enfer,



RAPHAËL GRANDJEAN DÉPUTÉ, ENTREPRENEUR

«Je ne m'étais pas douté à quel point la politique est une maîtresse exigeante!»

lui a récemment rappelé ses limites. Une petite alerte cardiaque s'est chargée de lui signaler qu'il en faisait peut-être trop.

Lorsque nous l'avons rencontré, hier, sa décision était prise. Il l'a annoncée à ses troupes, avant de communiquer. Pas question de sacrifier sa vie de famille à la politique. Et l'entrepreneur qu'il est n'entend pas négliger la dizaine de sociétés dans lesquels il est impliqué, surtout en ce mo-

ment. «Les défis à relever sont très importants. La complexité des marchés internationaux sur lesquels nous opérons est de plus en plus grande et nous devons faire face au franc fort.»

Raphaël Grandjean démissionnera de son mandat de député lors de la prochaine session et lâchera la présidence de son parti, – dont il restera un simple membre –, lors de la prochaine assemblée générale. «J'ai décidé de

faire vite, en fonction des échéances électorales qui se rapprochent.» Et une fois parti, il n'entend pas jouer les éminences grises: «Je ne m'exprimerai plus dans la presse sur des sujets politiques.»

Il a pris la décision de se recentrer sur ses priorités: sa famille et ses entreprises. Sur ce dernier point, il explique «devoir assurer la pérennité de ses activités professionnelles créées il y a plus de 15 ans», dans un contexte marqué par «la complexité des marchés internationaux couplée à la force du franc et à différents défis conjoncturels.»

L'annonce de la BNS sur l'abandon du taux plancher, le directeur du RG Group n'est pas près de l'oublier: «Elle est tombée le 15 janvier dernier, le jour même de mes quarante ans.»

Depuis le souci de santé qu'il a connu, il dit porter «un regard

différent sur l'existence», conscient du «caractère unique de la vie.»

Mais s'il quitte la politique, ce n'est pas pour se tourner les pouces. «J'ai toujours beaucoup travaillé, mais le faire sept jours sur sept, ce n'est plus une option.»

L'heure est à la «redistribution des énergies»: «Je préfère choisir mes déséquilibres, plutôt qu'ils me soient imposés.»

Il ne se fait pas de mouron pour son parti: «Je rappelle que nous sommes entrés au Grand Conseil un an à peine après notre création, un record dans l'histoire cantonale. Et nous disposons d'une assise parlementaire solide.» Aujourd'hui, le parti, qui comptait une vingtaine de membres au moment de sa fondation, recense plus de 150 inscrits.

De son passage en politique, celui qui a élargi le choix des électeurs de droite retient plusieurs enseignements. Dont le moindre n'est pas d'avoir constaté que «peu de députés peuvent revendiquer une totale indépendance économique. Nombreux sont les représentants de droite qui dépendent en fait aussi de la fonction publique, par le biais de subventions accordées ou, plus pernicieuses encore, de mandats publics. Pour autant, il ne s'agit pas de nier l'importance et la noblesse du rôle de l'Etat.»

Et de décocher cette flèche, sans intention, jure-t-il de «donner des leçons»: «Il ne suffit pas de se dire libéral pour en capter l'essence.» Il a découvert, aussi, qu'il y a, en politique, «des choses qui ne disent pas.» D'où on peut conclure que lui en dit, de ces choses qui ne se disent pas, au risque de se susciter quelque agacement, y compris dans sa famille politique.

Sa vision politique? Un libéralisme social centré sur l'individu. Ainsi, pour arriver à quelque chose sur le plan écologique, «il faut une certaine intervention de l'Etat, couplée à des actes individuels responsables aidés par le progrès technologique, qui lui-même résulte de la liberté d'entreprendre.» Car «l'écologie punitive, ça ne marche pas.»



COMMENTAIRE

PASCAL HOFER  
phofer@lexpress.ch

## Regrettable, ce retrait!

On peut déplorer le retrait d'une personnalité qui, avec la création des Vert'libéraux neuchâtelois, a fait souffler un vent nouveau sur la politique cantonale. Certes, ses discours emphatiques, parfois proches des envolées du maire de Champagnac, étaient parfois longuets. Mais avec ses camarades de parti, Raphaël Grandjean a constitué une force de propositions nouvelles.

Son parcours et ses compétences en faisaient même un conseiller d'Etat en puissance. Beaucoup le voyaient pouvoir viser en 2017 l'un des cinq sièges de l'exécutif cantonal. Le futur ex-député fait partie des très rares chefs d'entreprise à faire partie du Grand Conseil (dont un tiers des membres travaille dans le secteur public ou parapublic).

A gauche et à droite, certains considèrent que nous donnons trop d'importance aux faits et gestes des Vert'libéraux. Mais il se trouve qu'avec leurs cinq députés, ils peuvent faire basculer le parlement lors des votes gauche contre droite. Et ce sont le plus souvent les Vert'libéraux qui, lorsque les deux blocs peinent à trouver un terrain d'entente, font les propositions les plus constructives. Ou en tout cas, qui ne campent pas sur des positions partisanes parfois désespérantes.

L'arrivée des Vert'libéraux s'est avérée d'autant plus bienvenue que le Grand Conseil version 2013-2017, en plénum, est moins percutant que le précédent. Alors que le Conseil d'Etat, lui, est plus fort.

Au final, le retrait de Raphaël Grandjean constitue bel et bien une perte pour son parti, pour le Grand Conseil et même pour le monde politique neuchâtelois.

**TRAFIC** Le tunnel sous La Vue-des-Alpes sera fermé deux semaines plus tard pour les travaux d'entretien de cet été.

## Le gouvernement a fini par entendre les coups de klaxon

Le tunnel sous La Vue-des-Alpes sera fermé deux semaines plus tard, cette année, pour les traditionnels travaux d'entretien courant et électromécaniques estivaux. Le Département du développement territorial et de l'environnement a pris cette décision «afin de mieux prendre en compte les déplacements pendulaires liés aux activités économiques», peut-on lire dans un communiqué.

La H20 sera donc fermée à la circulation, de jour comme de nuit, entre la demi-jonction de Boudevilliers et le giratoire du Bas-du-Reymond, du lundi 20

juillet à 4h au vendredi 24 juillet à 20 heures. Le trafic sera dévié par le col de La Vue-des-Alpes. «Les pendulaires se rendant de Neuchâtel à La Chaux-de-Fonds et inversement durant ces cinq jours sont vivement encouragés à recourir aux transports publics.»

La Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie (CNCI) klaxonne de bonheur! Elle s'est aussi fendue d'un communiqué, hier: «Cette décision s'est prise suite aux questions posées par des députés au Grand Conseil, aux remarques agacées d'automobilistes et aux demandes insistantes adressées par les mi-



L'entrée sud du tunnel sous La Vue-des-Alpes. KEYSTONE

lieux économiques (dont la CNCI). Avec cette décision, le Conseil d'Etat envoie un message positif à l'attention des Neuchâteloises et Neuchâtelois.» Voilà qui est dit.

La CNCI avance aussi des arguments: les travaux «se déroulent fréquemment lors de la première semaine des vacances scolaires estivales. Or, cette dernière ne correspond pas aux semaines des vacances horlogères que prennent une grande partie des 15 500 employés horlogers du canton de Neuchâtel ainsi que les collaborateurs des entreprises, fournisseurs et institutions en lien

avec le secteur horloger (sous-traitants, agences de placement, restaurants, structures d'accueil et crèches).

Sur la base de statistiques de l'OFS, la CNCI a notamment constaté que le trafic sur l'axe recule jusqu'à 35% lors des vacances horlogères, alors qu'il se réduit à 15% lors de la première semaine des vacances scolaires.

Conclusion: «La CNCI remercie le Conseil d'Etat d'avoir revu la planification des travaux en trouvant des solutions avec les différents intervenants (électromécaniciens, cantonniers et entreprises privées).»

RED - COMM